



CONCORD - European confederation of Relief and Development NGOs

www.concordeurope.org

Communiqué de presse

SEAE marginalise les objectifs anti-pauvreté dans la politique étrangère de l'UE

(Bruxelles 10/01/2012) L'Union européenne est actuellement en train de marginaliser ses objectifs de lutte contre la pauvreté au sein de son nouvel outil pour la politique étrangère, le Service d'action extérieure (SEAE), comme indique un nouveau rapport de CONCORD, la confédération européenne des ONG de développement.

Le rapport arrive au milieu d'une tempête de critiques par 12 États membres européens émises la semaine dernière sur les performances de la première année du SEAE.

« La politique étrangère européenne ferme les yeux sur les programmes d'éradication de la pauvreté du moment où le nouvel SEAE ne parvient pas à intégrer la politique de développement dans le nouveau service. Dans des régions comme le Sahel et la Corne de l'Afrique, l'anti-terrorisme et des opérations de sécurité ont été priorisés avec peu de considération aux efforts de développement à long terme. Catherine Ashton et ses collègues doivent réaliser que si la pauvreté demeure, les conflits et l'instabilité vont toujours trouver un terrain fertile. Nous craignons également que les politiques de développement risquent d'être instrumentalisées par intérêt politique personnels.

Depuis un an, il n'y a toujours pas de clarté sur la façon dont la Commission européenne et le SEAE coordonneront les € 11 milliards alloués aux programmes de développement. Notre rapport montre que la concurrence plutôt que la coopération prévaut entre les deux institutions », explique Klavdija Cernilogar, CONCORD, Head of Policy.

Défaut dans l'atteindre la responsabilité légale

L'Union européenne a une responsabilité légale de s'assurer que ses politiques, telles que le commerce, l'agriculture, l'énergie et la fiscalité, n'ont pas d'impact sur les objectifs de développement. Le rapport constate que le SEAE a peu fait pour donner la priorité à la cohérence des politiques pour le développement dans ses programmes.

" Avec le SEAE, l'UE dispose d'un personnel sur le terrain qui permettrait de mesurer les dommages causés par ses politiques sur le terrain. Mais ils ne font pas cela.

En ignorant ce problème liée 'cohérence des politiques pour le développement', l'UE est effectivement en train de négliger ses responsabilités sur l'éradication de la pauvreté mondiale ", a déclaré Laura Sullivan, ActionAid Head of European Policy and Campaigns.

5 façons pour le Service d'action extérieure pour améliorer

Narrative sur la coopération pour le développement de l'UE: Le SEAE devrait élaborer une narrative sur la coopération pour le développement de l'UE et son interaction avec la sécurité et la politiques de droits humains. Sous sa surveillance, aucune érosion du caractère civil de coopération au développement, a cause des dépenses militaires ou quasi militaires, devrait avoir lieu.

Clarifier les rôles sur la programmation: Dans l'intérêt de la transparence et la responsabilisation, le SEAE et DEVCO doit remplir et faire connaître le Protocole d'entente sur la façon dont ils répartissent les tâches et responsabilités pour le développement.

Faire de la PCD une réalité: Le Haut Représentant devrait reconnaître son rôle dans la prise de la cohérence des politiques pour le développement une réalité à travers le SEAE, en particulier ses délégations. Elle devrait faire une

déclaration en mettant la PCD comme une priorité claire pour le service, en expliquant clairement au personnel de leur rôle par rapport à la PCD lors de l'élaboration des documents de stratégie régionale et nationale.

Aiguiser expertise en développement: expertise en développement sur les politiques et la pratique doivent être présents à tous les niveaux dans les institutions, y compris le SEAE. Le SEAE et la Commission européenne, la Direction Générale Développement et Coopération (DEVCO) devrait élaborer un programme de formation pour tous les nouveaux employés SEAE pour assurer leur capacité de comprendre et d'appliquer une approche fondée sur les droits humains dans questions de développement, y compris PCD.

Travailler avec la société civile dans le pays: Au niveau des délégations, à la fois le SEAE et DEVCO doivent travailler plus activement pour engager un dialogue politique et stratégique avec les parties prenantes y compris les OSC et les ONG, qui connaissent le contexte des droits humains et la pauvreté sur le terrain et peuvent aider à d'élaborer des stratégies pour y faire face.

Pour lire le rapport complet: www.concordeurope.org

CONTACT POUR LA PRESSE Daniel Puglisi, CONCORD Agent des communications dpuglisi@concordeurope.org
tél. +32 (0) 2 74 38 777